

EXCLUSIF!

• Des travailleurs salvadoriens accusent :

La Brèche

Supplément d'été

DES SYNDICALISTES D'UNE ENTREPRISE LIÉE À SCHMIDHEINY ASSASSINÉS !

Les deux travailleurs avec lesquels nous sommes montés dans le bus nous demandèrent de ne pas parler durant le voyage. Leurs regards furtifs à droite et à gauche illustraient les graves dangers qui accompagnent toute discussion politique en public au Salvador. Ce n'est que lorsque nous nous sommes retrouvés dans un bistrot sûr, dans un quartier pauvre de San Salvador, que nos deux interlocuteurs s'exprimèrent sans crainte.

La fabrique EUREKA SA, située dans la ceinture industrielle à l'Est de San Salvador, est spécialisée dans la production de produits en amiante (éternit). Elle est liée à la firme suisse ETERNIT SA à Niederurnen, qui est l'une des nombreuses entreprises appartenant à la famille Schmidheiny. L'ancien directeur d'EUREKA, Max Kuster, était suisse, de même que le directeur technique actuel, membre de la direction quadri-céphale, Audenz Graff, qui est chargé de faire prospérer la firme. Celle-ci emploie encore environ 200 travailleurs qui gagnent un salaire journalier de l'ordre de 10 à 12 francs, soit 15,6 à 16,8 colones (monnaie salvadorienne).

1979 : grève pour un meilleur contrat de travail

Alors que la dictature militaire initiait une brève expérience "d'ouverture" en octobre 1979, les travailleurs profitèrent de l'occasion pour essayer d'obtenir de meilleures conditions de travail. Le 24 novembre 1979 les travailleurs de l'EUREKA, presque tous organisés syndicalement, se mirent en grève et occupèrent l'usine. Leurs revendications concernaient entre autres des augmentations salariales, la fourniture de quatre habits de travail et deux mouchoirs chaque année, un morceau de savon par mois, des indemnités de repas et de cantine, un règlement des vacances et des pauses, et la reconnaissance de droits syndicaux et du syndicat.

Une revendication centrale demandait la démission du directeur suisse Max Kuster. Comme la direction du syndicat l'indiqua dans la lettre adressée à notre rédaction : "... ce Monsieur traitait les travailleurs comme des esclaves; il allait jusqu'à tirer les cheveux des travailleurs, tout cela durant les vingt ans qu'il passa au service de l'entreprise".

Après 24 jours, le syndicat put mettre fin à la grève sur une victoire : les travailleurs avaient obtenu la démission de Kuster et "... la signature d'une première convention collective de travail, réglant les rapports entre les travailleurs et l'entreprise qui prévoyait une augmentation salariale". Cette convention collective (CCT) du 20 décembre 1979 contenait un paragraphe 2 accordant la pleine reconnaissance du syndicat, un paragraphe 3 garantissant les membres du syndicat contre tous les actes discriminatoires et, enfin, une protection contre les licenciements (paragraphe 5). Les questions des vacances, du temps de travail, des pauses, de la maladie, des repas, d'une assurance-vie, etc., étaient également réglées par la CCT.

La police terrorise les travailleurs dans l'entreprise

Depuis le milieu de 1980, la dictature militaire cherche à détruire le mouvement de libération et les syndicats par la terreur

La direction de l'entreprise d'éternit "EUREKA" à El Salvador s'est couverte les mains de sang en combattant les syndicalistes de son entreprise avec l'aide des bourreaux de la dictature salvadorienne. C'est la grave accusation portée par des syndicalistes de cette entreprise — liée au Groupe suisse Schmidheiny-Holderbank — qui a été recueillie par deux membres du PSO, qui effectuaient un reportage pour "La Brèche" au Salvador.

Ces accusations ont été confirmées par écrit par le syndicat de l'entreprise — le SGTICSCS (Sindicato general de trabajadores de la industria, de la construcción, similares y conexos de El Salvador) — et sont résumées dans l'article qui suit.

Même si Schmidheiny — l'un des plus gros capitalistes de Suisse — n'aime guère faire état de ses intérêts à l'étranger, il ne fait pas de doute que l'entreprise "Eureka" est étroitement liée au trust Schmidheiny-Holderbank, spécialisé dans la production de produits de base pour la construction (ciment, amiante et béton). Des investigations de "La Brèche" ont permis de l'établir.

Ainsi, une fois encore, il apparaît clairement que le capitalisme helvétique ne se contente pas de récolter dans le silence les profits que les régimes dictatoriaux dans le Tiers Monde lui permettent d'extorquer des travailleurs; il est bien plutôt un appui direct à l'œuvre de ces dictatures ne reculant pas même devant le meurtre. Il est de notre devoir le plus élémentaire de dénoncer ces complicités sanglantes.

et la répression la plus sauvage. La direction de l'EUREKA, le directeur-général Rodolpho Walsh, successeur de Kuster, de même que le directeur technique ont utilisé la situation à leur avantage : "Environ 100 travailleurs syndiqués ont été licenciés dans la perspective de le (le syndicat, réd.) mettre en difficulté; parallèlement les travailleurs non-organisés étaient mis en garde contre toute adhésion au syndicat". La direction du syndicat reproche à EUREKA la brutalité avec laquelle elle a procédé aux licenciements qui "... de cette manière augmentent la situation de détresse dans laquelle vit notre peuple".

Non contente de fouler aux pieds les droits syndicaux les plus élémentaires, la direction de l'entreprise chercha, en faisant feu de tout bois, à intimider les travailleurs et à les rendre dociles : "Peu après la fin de la grève à la mi-décembre 1979, la direction et le directeur en chef voulaient militariser la fabrique". Comme les travailleurs s'opposaient à cette mesure, la direction eut recours à un autre moyen : elle se mit d'accord avec un colonel de l'armée (!), Rafael Martinez, "... afin qu'il charge 20 policiers en civil de prendre la fabrique sous contrôle, oubliant par là qu'il s'agissait d'un lieu de travail et non d'un régime".

Afin de faire comprendre à tout un chacun que chez EUREKA il régnait le même ordre que dans le pays, des groupes supplémentaires et en uniforme de la Garde Nationale furent intégrés à l'entreprise. "De cette façon, on ouvrit une guerre psychologique contre les travailleurs afin que ceux-ci soient hors d'état de défendre leurs droits", écrit la direction du syndicat. L'introduction d'agents de la Garde Nationale à l'EUREKA allait rapidement avoir des conséquences dramatiques.

Cinq syndicalistes disparaissent et sont assassinés

En septembre 1980, le travailleur Angel Molina Aguilar, 22 ans, marié et père de deux petits enfants, était arrêté par des agents de la Garde Nationale à un arrêt de bus à San Martín, alors qu'il se rendait au

travail. Malgré les recherches entreprises par sa famille et des collègues de travail, Molina est resté introuvable. Il en a été de même pour Alberto Vasquez Ramirez, âgé de 24 ans.

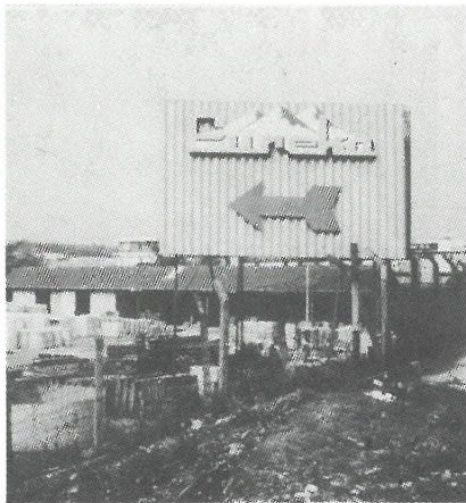
A la mi-novembre 1980, un escadron de la mort de la Policía de Hacienda enleva le travailleur Abel Savala sur son chemin de retour à Colonia La Chaca. Quelques jours plus tard, l'on retrouva Savala, âgé de 30 ans et père de trois petits enfants, à environ 18 km du lieu de son enlèvement. "Il avait des blessures à plusieurs endroits de son corps ainsi qu'un œil écrasé, ce qui laisse supposer qu'il a été torturé avant sa mort", rapporte le syndicat.

Ce n'était pas suffisant : le 15 février 1981, le travailleur Arnoldo Segura, 32 ans, marié et père de deux petits enfants, fut arrêté par la Garde Nationale dans la rue principale de Quinonez, un quartier de San Salvador; les agents lui tirèrent dessus jusqu'à ce que sa tête soit réduite en bouillie, dans l'intention manifeste de le rendre non identifiable !

Enfin, et cela constitue un choc pour nous, nous venons d'apprendre, par une communication de la Commission des Droits de l'Homme d'El Salvador, que le 31 mai 1981 le secrétaire du syndicat SGTICSCS, qui nous avait transmis les documents à propos de l'EUREKA, avait été assassiné. Victor Manuel Salguero, âgé de 23 ans, fut enlevé dans l'église de Soyapango, où il suivait la messe. Refusant de monter dans un véhicule, il fut tué par six hommes armés de fusils G-3.

Les familles et les travailleurs d'EUREKA exigèrent de la direction qu'elle éclaircisse ces cas, ce qu'elle ne fit pas.

Deux travailleurs de l'EUREKA exprimèrent, en discutant avec nous, la conviction qu'il ne s'agissait pas simplement, pour la direction, d'étouffer ces affaires, mais qu'elle avait bel et bien provoqué ces assassinats. Les quatre premiers morts n'ont-ils pas joué un rôle dirigeant dans la grève ? Nos deux interlocuteurs ont également manifesté leur inquiétude à propos d'un projet de la direction qui voudrait fermer l'entreprise durant trois mois dans un proche avenir. Le but d'une telle fermeture limitée dans le temps serait de "nettoyer" l'entreprise de tous les travailleurs organisés, afin de liquider définitivement le syndicat.



L'ordre de la dictature règne dans l'usine Eureka de San Salvador, pour le plus grand bien des profits de Max Schmidheiny, le plus grand industriel de Suisse.

QUESTIONS A SCHMIDHEINY — ETERNIT SA :

1. Pourquoi la direction de l'EUREKA exerce-t-elle des pressions sur les travailleurs non-organisés afin qu'ils n'adhèrent pas au syndicat, cela en violation de la CCT ?
2. Que sait Eternit SA, Niederurnen, sur les plans de fermeture de l'usine par la direction de l'EUREKA ? Ne s'agit-il pas d'un lock-out déguisé destiné à détruire le syndicat ?
3. Que pense Eternit SA de la présence de policiers en civil et de la Garde Nationale dans l'entreprise pour surveiller les travailleurs ?
4. Que pense faire Eternit SA à propos de l'enquête sur le meurtre des travailleurs de l'EUREKA ? Entend-elle exercer une pression sur la direction de l'entreprise pour qu'une telle enquête soit effectuée ?
5. Eternit SA va-t-elle s'occuper des problèmes concrets de l'EUREKA ou faut-il admettre qu'elle ne se préoccupe, à l'instar de nombreuses entreprises multinationales, que de ses profits ?

EXCLUSIF

SURVOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOUS

A l'origine de l'enquête qui suit, il y a deux événements récents : la candidature de **Robert Liron** au Conseil d'Etat vaudois et la prochaine ouverture du procès **Epurex**, à Lausanne. **Liron** d'abord nous a intrigués : cet avocat-conseil d'Epurex, qui déclarait n'avoir fait que son devoir d'avocat dans cette affaire "puante", ne jouit-il pas d'une réputation particulière dans le Nord vaudois ? dans les bistrotts, on dit souvent qu'il a la dent longue, qu'il en veut trop. Alors, nous avons voulu en savoir davantage...

Quant à l'affaire **Epurex**, rappelez-vous : elle a fait les gros titres de la presse en 1977 : "J.-J. Ott, administrateur de la société **Epurex**, arrêté". "Scandale **Epurex** : rebondissement. Ancien fonctionnaire arrêté puis relâché." "Les méthodes des requins de l'eau trouble.", etc.

1977 : une année faste !

En effet, si **Epurex** éclate en mars, le scandale du **Crédit Suisse** (Chiasso) sera connu en avril, suivi de l'affaire **Leclerc** (Genève) en mai, puis de **Savro** (Sion) en août. A quoi on peut ajouter les démêlés d'un avocat lausannois au sujet de quelque 30 millions de francs de provenance étrangère douteuse, mettant en cause des "personnalités" française impliquées dans le scandale de la "Paternelle"...

Mais 1977, c'est aussi une aggravation de la récession qui frappe la Suisse depuis fin 1974. Après la période de boom des années 60-70, où les affairistes ont fondé sociétés sur sociétés, échafaudé combines sur combines pour profiter du boom économique, la fin des années 70 marque en quelque sorte l'heure de vérité...

Alors, avec nos moyens — qui sont modestes — nous avons mené l'enquête et nous vous en livrons les résultats, tout bruts, sans conclusion précise. D'autres ne manqueront pas de nouer les fils dégagés ici...

Robert Liron, administrateur

Il est simple de se renseigner sur les sociétés commerciales. Vous pouvez commencer par feuilleter le *Répertoire des Administrateurs* (annuel) ; vous y trouverez la liste des conseils d'administration d'un **Robert Liron**, par exemple. La voici, pour l'année 1976, juste avant que n'éclate l'affaire **Epurex** :

- Banque d'épargne et de prêts de la Broye, Estavayer,
- Caisse de prêts sur gage, Lausanne,
- Interoti SA, Genève,
- Segeba Services, Lausanne,
- Soptimo, Lausanne,
- Nouvelle Revue de Lausanne,
- Unige SA, Genève.

Un palmarès fort modeste comparé à celui — bien plus fourni — d'autres notables.

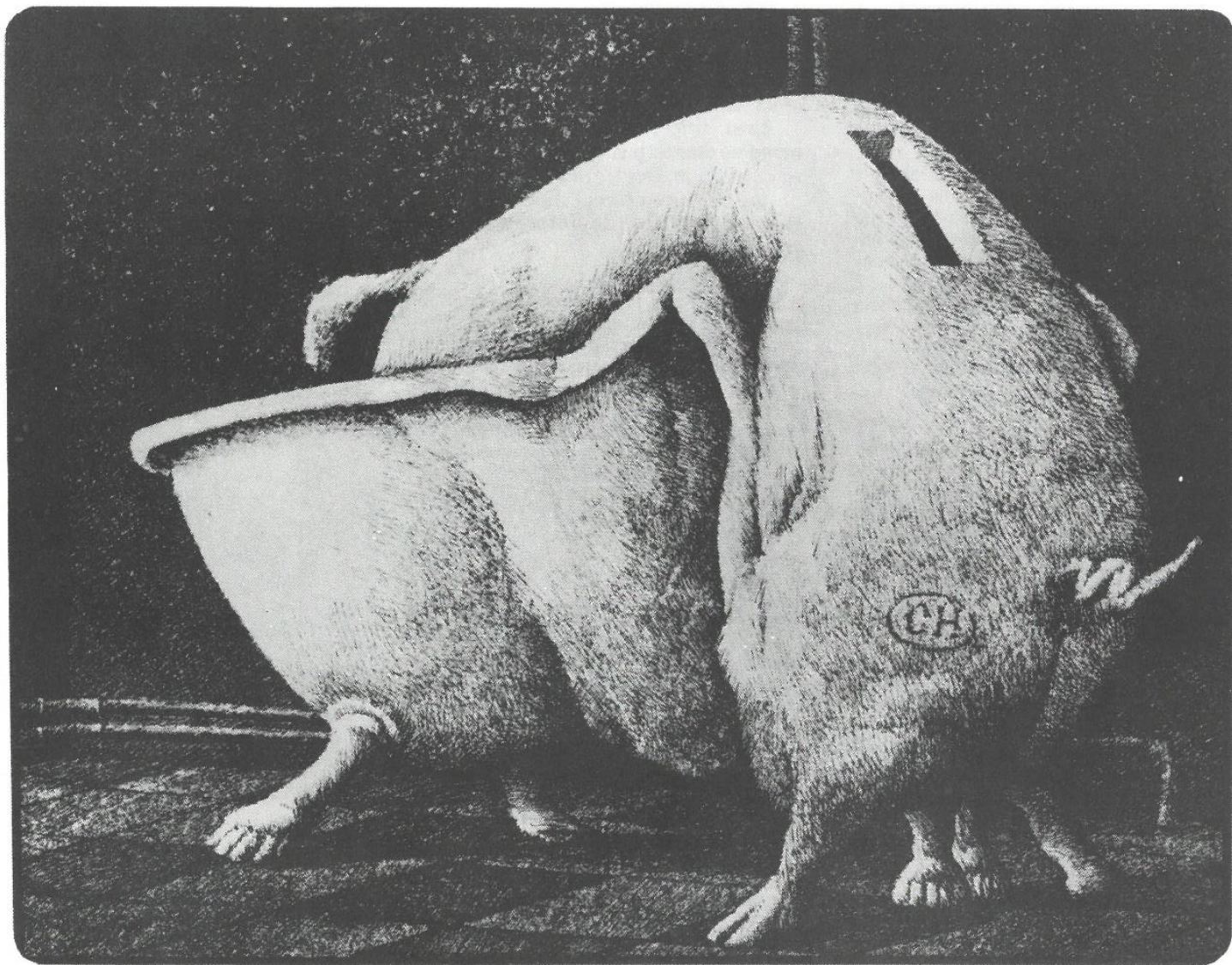
Ensuite, enquêtant sur ces diverses sociétés, nous en avons retenu deux : **Interoti SA** et **Unige SA**. Et nous nous sommes adressés au *Registre du Commerce de Genève* qui, moyennant une petite taxe, nous a fourni une copie des indications portées sur ses registres.

Voici ce que nous avons trouvé : la société anonyme **Interoti** a été créée en 1974, en prenant la suite de **Coex SA** à Lausanne, dans le but d'exercer "commerce, exportation et importation de toutes sortes de marchandises; financement d'opérations commerciales; toutes opérations tendant à favoriser le développement des affaires de personnes physiques ou morales avec les pays en voie de développement et de susciter des contacts humains au sein de ces pays; promotion, financement et réalisations d'affaires industrielles et immobilières". Domi-

Nous n'avons pas pour habitude, dans *La Brèche*, de jouer au petit rapporteur et d'épicer nos colonnes des effluves malodorantes des scandales plus ou moins juteux qui agitent régulièrement le monde bourgeois. Nous sommes par trop convaincus que tant que durera la domination de la bourgeoisie, de sa propriété privée, de ses lois, de sa morale et de sa soif de profits, les "affaires" ne cesseront de proliférer, comme des champignons après l'orage.

Nous ne répugnons toutefois pas à jeter de temps en temps notre ligne, surtout lorsque la prise s'annonce de belle taille. Ne serait-ce que pour montrer une fois de plus l'hypocrisie fondamentale de ceux d'en face, aussi prompts à citer les grands moralistes grecs qu'à fricoter dans de drôles de micmacs.

Dans le cas présent, l'énigme subsiste : quel genre de poisson avons-nous ferré ? Menu fretin habile à passer au travers des larges mailles des codes et lois bourgeois ? Ou poisson-pilote de quelques requins de plus grande envergure ? A nos lecteurs de se prononcer.



PIQUÉ À LEITER

ciliée d'abord 15, rue Pierre Fatio c/o **Unibo Holding**, elle élit ensuite domicile chez **Unige**, 2, rue Verdaine. Parmi ses administrateurs, on trouve, outre **R. Liron** (secrétaire), un Espagnol, **Francisco Paesa** (président) et un dénommé **François Storrer**. Cette société semble toujours active, mais d'autres administrateurs la dirigent depuis 1977. Elle a d'ailleurs changé de nom (**Bylmor SA**).

Quant à **Unige SA**, "société de direction, gestion et administration de toutes entreprises financières, industrielles ou commerciales", créée en 1971, elle fut mise en faillite et dissoute en 1976. Outre **R. Liron** (secrétaire), on y retrouve les administrateurs **Paesa** (président) et **Storrer**. Avant de s'installer dans ses meubles au 2 de la rue Verdaine, cette société fut successivement

logée chez **Standard Commerz Bank** (16, place Longemalle) et au 15, rue Pierre Fatio (comme **Unige**). Par la suite, on retrouve d'ailleurs nos deux sociétés à un nouveau domicile : 5, rue du Marché chez **Executive Representatives Inc.**

Arrivés à ce point, nous étions un peu coincés : il ne semblait pas y avoir de liens entre ces deux sociétés et les autres conseils de **R. Liron**. La piste semblait s'arrêter...

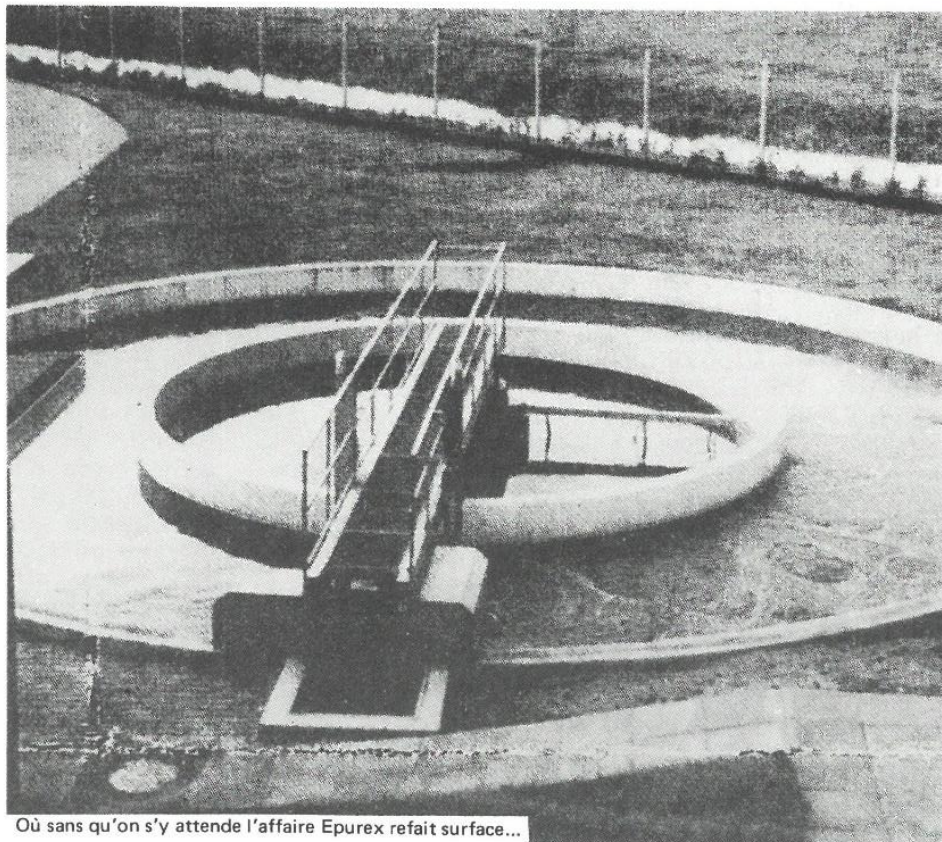
Nous avons alors décidé de tenter de nous renseigner sur l'un des deux administrateurs, dont le nom revenait : **Paesa**. Et préalablement sur les sociétés qui hébergeaient **Interoti** et **Unige**.

Une banque qui change de peau

Nous avons commencé par cette **Standard**

Commerz Bank qui abrita **Unige** de 1971 à 1974.

Nous sommes tombés sur une société fondée en 1971, succursale d'une firme dont le siège était à **Lucerne**, et qui changea sa raison sociale en **Alpha Bank** (1972). Surprise, nous retrouvons au conseil **Paesa** (vice-président cette fois) et **Storrer** (sous-directeur). Autre surprise : le président se trouvait être un vieil ami de **Liron**, le syndic d'Yverdon **André Martin**. Et l'on peut citer encore **Raymond-Claude Foëx**, ancien député radical genevois, **Bernard Mossaz**, **Pierre B. Charolais**, **Jean-Claude Beutler**, **Henri Verrey**, **R. Egger**, etc. **Alpha Bank**, nous apprend la fiche du *Registre du Commerce*, a cessé ses activités en avril 1974.



Où sans qu'on s'y attende l'affaire Epurex refait surface...

Bon, nous étions embarqués pour Lucerne ! Heureusement, la consultation de l'Annuaire suisse du Registre du Commerce pour 1971 et 1972 nous permit d'éviter le voyage ! En 1971, cette **Standard Commerz Bank**, *Burgerstrasse 14, Lucerne*, y est présentée comme "institut de conseils financiers et économiques". Le conseil d'administration est composé presque exclusivement de Suisses alémaniques (président : Ulrich Strickler); elle existe depuis 1969. Or, nouvelle surprise, en 1972, elle ouvre une succursale à Genève, dont elle ne tarde pas à changer le nom, comme on l'a vu. Mais le conseil d'administration est complètement modifié : les Suisses alémaniques disparaissent et c'est la même équipe que celle qui dirige la succursale de Genève qui prend leur place : **Martin**, président, **Paesa**, vice-président, **Charolais**, **Mossaz**, **Beutler**... De plus le capital est doublé (100 000 francs). Pourquoi ce changement d'équipe ? Mystère ! Mais la chose nous a intrigués...

Une villa à Gland

Voilà que nous étions tombés sur un vieil ami de **Liron**, le syndic d'Yverdon **André Martin** ! Tous deux s'étaient connus à Epurex, Martin étant administrateur et Liron avocat-conseil. Et l'un et l'autre se trouvaient dans des sociétés genevoises utilisant les mêmes adresses, menant des activités semblables, fort vaguement définies. Mais qui étaient les autres administrateurs, particulièrement de cette **Alpha/Standard Commerz Bank** ? Était-il possible de préciser les rapports de tout ce monde financier hispano-genevois-yverdonnois ?

Voici ce que nous avons pu trouver : **Henri Verrey** fut associé avec un Espagnol du nom de **Mariano Gallego**, dans une société d'études et de gestion (encore !) du nom d'**Unifinter SA**, créée en 1973 et poursuivant ses activités en 1980. Pour les autres, un fait à signaler : nous avons retrouvé **Storrier** et **Egger** comme présidents successifs d'une société immobilière, la **SI A Rajada**, domiciliée, de 1973 à 1974, chez... **Alpha Bank**, puis jusqu'en 1976 chez **Unige** et depuis lors chez un avocat de la rue de Rive. Le serpent se mordait décidément la queue !

Intrigués par ce nom oriental d'**A Rajada**, nous nous aperçûmes alors que cette SI avait racheté la parcelle 926 à Gland pour un total de 2 millions de francs. En ouvrant le bottin, nous constatâmes qu'il y a effectivement à Gland une villa "A Rajada". Le contrôle des habitants de Gland nous informa enfin que **Paesa** avait habité cette villa jusqu'en 1976¹⁾.

Voilà qui dirigeait de plus en plus nos regards sur ce fier hidalgo : qui était donc ce personnage toujours présent, souvent président des conseils examinés, officiellement domicilié à Madrid ?

Le mystérieux Espagnol

A ce stade, la recherche s'est avérée peu fructueuse en faits précis, documents à l'appui. Mais les renseignements oraux n'ont pas manqué. On nous a dit d'abord que **Paesa**

aurait épousé la veuve de Soukarno, ancien président de l'Indonésie. A cela, rien à redire, sinon que la dame ne devait pas être sans le rond lors des épousailles... Ensuite, on nous a assuré que le dit **Paesa** aurait été mêlé à une affaire qui fit couler beaucoup d'encre parmi les juristes : celle de la **Barcelona Traction Light and Power Company**.

De quoi s'agit-il ? Cette société hispano-belge, liée au groupe Juan March et créée en 1911, cessa d'honorer ses obligations financières pendant la guerre civile espagnole. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, un procès interminable l'opposa à ses créanciers et au gouvernement belge. Quelle fut la part qu'y prit **Paesa** : nous n'en savons rien. Avouons que nous avons été rebutés par les centaines de pages rendant compte des séances de la Cour internationale de justice de La Haye à ce sujet...

On nous souffla aussi que **Paesa** fut invité par l'ancien conseiller fédéral **Chaudet** à siéger au Comité d'**Enfants du Monde**, mais que, peu après, on pria l'honorable Espagnol de bien vouloir abandonner ce poste charitable avec le plus de discrétion possible. C'est qu'entre temps ces messieurs auraient été gênés par le subtil mais entêtant parfum de Cosa Nostra — made in USA — qui se dégageait de **F. Paesa** et de l'**Alpha Bank**.

Evidemment, si la chose est vraie, ce dut être la panique dans le landerneau ! Et, de fait, **Paesa** ne fit qu'un bref séjour dans la plupart des sociétés où nous l'avons rencontré : en 1972-73, son nom est généralement radié.

Nous ouvrons un nouveau tiroir

Mais un autre membre du conseil d'**Alpha Bank** allait nous ramener à **Paesa** et à d'autres choses troublantes... Il s'agit de **Raymond-Claude Foëx**. En effet, en consultant le Répertoire des administrateurs des années 70, nous vîmes que ce dernier faisait partie d'une SA dénommée **Segeco-Financement**, créée en 1964 sous le nom de **Société d'études, de gestion et de contrôle immobilier**, puis de **Société d'études, de gestion et de contrôle**, et domiciliée à Genève. Son but : "études et travaux d'organisation de sociétés en tous genres" ! Or notre **Paesa** se trouvait aussi administrateur de la société, de 1971 à 1972. Et, le hasard nous aidant, nous tombâmes sur une coupure de la *Tribune de Lausanne* du 27 novembre 1977 où **Ch.-H. Favrod**, évoquant les liens de l'affaire du notaire Moreillon à Nyon (dite aussi affaire des dinars algériens) avec l'affaire de Broglie en France, écrivait : "L'affaire n'est pas d'aujourd'hui. Deux faillites retentissantes, **Segeco** à Genève et l'**Hôtel de l'Observatoire** à Saint-Cergue, lui sont directement liées"...

C'est un fait que la faillite de **Segeco** fut prononcée en juin 1973. Quel fut le rôle de **R.-Cl. Foëx** ou de **Paesa** ? de quelle nature sont les liens avec l'affaire de Broglie ? peut-être même avec le principal protagoniste de l'affaire de Broglie, **Pierre de Varga** (bien

connu à Genève), nous n'en savons rien : il y aurait là une vaste recherche à entreprendre dans la presse et dans les archives de justice...

15, rue Pierre Fatio

Et J.-J. Ott, vous apprêtez-vous peut-être à demander, il fait quoi dans tout cela ?

Nous y arrivons, mais par un détour du hasard. En feuilletant l'*Annuaire du Registre du Commerce*, ne voilà-t-il pas que nous tombons sur la raison sociale suivante : **Finance et technique SA**, 15, rue Pierre Fatio. Lecture distraite d'abord. Puis une chose retient notre attention : 15, rue Pierre Fatio. Un instant de recherche : mais oui, au 15, rue Pierre Fatio, il y avait aussi **Unige** et **Interoti**. Une nouvelle piste alors ? Il fallait voir.

De prime abord, pas de personnage de connaissance dans le conseil : **Henri-Albert Jacques**, président, **Jacques Jakubowicz**, de Limoges, vice-président, etc. Mais il valait peut-être la peine de suivre le président **Jacques** pour voir s'il existait des liens autres que la boîte postale de la rue Pierre Fatio. A cet égard, nous n'avons rien trouvé. En revanche, le *Registre des administrateurs* nous a appris que **Jacques** avait siégé aussi dans d'autres sociétés dont la **Sopel** et la banque hispano-suisse **Imefbank** (6, rue Petitot), où on le retrouve avec un autre administrateur de **Finance et Technique**, **Pierre-Alain Morosov**.

Côté **Imefbank**, rien à signaler, sinon cette éternelle liaison avec des financiers espagnols, que nous retrouvons dans toutes ces sociétés.

Côté **Sopel**, c'est plus intéressant. La **Sopel** n'apparaît dans l'*Annuaire du Registre du Commerce* qu'en 1962 (il n'y a plus d'archives si anciennes au Registre du Commerce lui-même). Il s'agit d'une "société de participation pour l'industrie électrique et électronique", domiciliée chez **Imefbank**. Au conseil d'administration, outre **Jacques**, qui est vice-président, on trouve l'ancien conseiller d'Etat **Gilbert Duboule**, un certain **Georges-W. Huc** (président) et... **J.-J. Ott**, secrétaire.

Qu'est devenue cette société ? a-t-elle changé de nom ? mystère. Mais un personnage a retenu notre attention parce que son nom est cité ailleurs : **Georges-W. Huc**.

En effet, dans "Dossier A... comme armes" (Ed. A. Moreau, 1975), **Eric Gerdan** écrit : "Georges-Walter Huc, un proche associé de **Claude Lipsky**, impliqué dans le scandale immobilier du "Patrimoine foncier" (septembre 1971). Personnage mystérieux et indéfinissable, ancien agent secret français

en Indochine et en Algérie, **Huc** était lui aussi un commis voyageur en matériel militaire. Grâce à sa société **Kaufmann**, il avait négocié avec l'administration des Domaines l'achat des fameux barbelés posés le long de la frontière tunisienne au temps de la guerre d'Algérie, la "ligne Morice". Quarante mille tonnes de ronces métalliques" (page 84), et il mentionne qu'en 1970 le dit **Huc** était à Haïti comme agent du **SDECE** (Service de documentation et de contre-espionnage) en compagnie d'un trafiquant de drogue notoire, **André Labay** (page 85).

Nous retrouvons donc **J.-J. Ott**, l'ami de **Liron** et de **Martin**, en une compagnie bien suspecte !³⁾

En guise de conclusion

Voilà donc ce que nous avons "découvert" en feuilletant les répertoires commerciaux édités et les fiches du Registre du Commerce genevois. Nous n'en tirons aucune conclusion. Mais nous nous posons des questions.

Pourquoi au cours des années 70 ce compagnonnage financier avec des Espagnols, particulièrement avec ce **Francisco Paesa**, qui semble jouer un rôle dirigeant dans plusieurs sociétés ? Qui est ce personnage ? Que faisaient exactement ces sociétés aux buts vagues et compliqués, dans quelles circonstances plusieurs d'entre elles ont-elles fait faillite (**Unige**, **Segeco-Financement**, **Sopel** peut-être) ?

A quelles activités se livrait **Alpha-Bank**, ses liens avec la mafia américaine sont-ils avérés ? Pourquoi cette "banque" (?) a-t-elle cessé ses activités en 1974 ? pourquoi son conseil d'administration fut-il bouleversé en 1972 ?

Quelle importance donner à la faillite de **Segeco**, cette société avait-elle des liens avec l'affaire de Broglie ?

Enfin qu'allait faire le banquier **Jacques** et l'ingénieur **Ott** ainsi que le conseiller d'Etat **Duboule** avec le trafiquant d'armes **Huc** ?

Nous nous promettons de revenir sur ces questions dans la mesure où de nouveaux faits viendraient apporter des précisions. A nos lecteurs aussi, à tous ceux que ces points d'interrogation intriguent d'apporter leur contribution, de continuer à mener l'enquête.

On saura bien un jour s'il y a anguille sous roche...

S. Holmes

1) Depuis lors, la **SI A Rajada** a cédé le "terrain" à une autre SI : **La Raspellière SA**.



NOTES COMPLÉMENTAIRES

- 1) **G. Duboule** vient d'être élu au conseil d'administration de **Hermès-Olivetti**, à... Yverdon.
- 2) **Claude Lipsky** a trouvé refuge, semble-t-il, en Israël.
- 3) Nous avons d'ailleurs retrouvé une autre trace de **Huc** et **Lipsky** : ces deux personnes sont actuellement membres d'une autre société genevoise, **Finance et Assistance technique SA**, créée en 1964, rebaptisée **Oversintec** en 1970, et qui existe toujours. Comme toutes les sociétés déjà citées, il s'agit d'une société de financement, mais, chose intéressante, cette SA reprend, à une phrase près, la même définition de ses buts que **Finance et Technique SA**, où siègent **Ott** et **Jacques**. Curieux ! Au conseil d'administration d'**Oversintec** : **Marcel Neri**, président; **Maurice Reiser**, secrétaire; **Germaine-Gertrude L'Eplattenier**, **Georges-Walter Huc** et **Claude Lipsky**, administrateurs.

Les purges ont commencé. Elles auront certainement encore maints prolongements : car les questions et les demandes d'autocritique qui fusent de partout, aux plus hauts sommets de la LCY et de l'Etat, sont une véritable remise en cause de la politique développée au Kosovo et envers l'Albanie sous Tito. Mais, ce qui est contesté n'est pas pour l'instant la politique qui a accru les écarts entre le Kosovo et les républiques les plus développées sur le plan socio-économique, ce qui est critiqué, c'est le "laxisme" envers l'Albanie, les "négligences" des services de sécurité et des instances locales du parti, les "trop grands droits" accordés aux Albanais et à la province du Kosovo. (...)

Les récentes émeutes du Kosovo ont pris les dirigeants locaux de la LCY par surprise (bien qu'ils soient suspectés de complaisance), elles ont impliqué une population jeune, paysanne et ouvrière — en particulier les travailleurs du bâtiment — qui est celle dont les revenus sont les plus bas de toute la Yougoslavie, la plus touchée par le chômage et l'inflation; le Kosovo a été la région la plus défavorisée par l'extension de la logique de marché, par le démantèlement de la planification centralisée. Le manque de travailleurs qualifiés (renforcé par l'exode croissant de la population non albanaise la plus qualifiée hors de la province), les difficultés d'exploitation des ressources naturelles dans un relief montagneux, découragent les investissements en quête de "rentabilité" immédiate, et ce, en dépit de salaires les plus bas de Yougoslavie, et de priorités officielles cent fois répétées. Le Kosovo a besoin de la solidarité des républiques les plus riches et de la logique d'une planification visant à réduire les écarts de développement économique, pour sortir de son "sous-développement".

Mais on touche là à un problème-clé : la contradiction entre le besoin objectif d'une économie planifiée sur l'échelle la plus vaste possible, permettant une redistribution des ressources globales dans le but de réduire les inégalités, et les aspirations de chaque nationalité, de chaque république, de chaque province... à un contrôle et une gestion autonomes de ses propres ressources au profit de son propre développement. Tant que le besoin de solidarité internationaliste reste soumis aux canaux déformants de la gestion bureaucratique du Plan, il a tendance à s'estomper au profit d'un repli localiste, régional ou national, lourd d'égoïsme, mais aussi d'espoir d'un contrôle plus démocratique de la production et de son affectation, par ceux qui l'ont directement réalisée.

Qu'un tel repli nationaliste soit le fait des républiques développées n'est pas pour étonner : c'est à leurs dépens que doit s'effectuer la redistribution fédérale des ressources, ce qu'elles appellent leur "colonisation" par les régions pauvres, de façon particulièrement éclairante sur les effets d'une solidarité imposée bureaucratiquement.

Ce qui est frappant dans les événements du Kosovo, c'est que, bien qu'émanant de couches sociales et d'une région économiquement défavorisées, ils aboutissent à la même logique décentralisatrice, séparatiste, ou en tous les cas de renforcement des pouvoirs étatiques de la région concernée, sous la forme de l'obtention du statut de république : c'est là le produit à la fois d'un lourd héritage historique séculaire, et d'une politique de la direction titiste qui a de fait aiguë les tensions nationales et les replis régionaux. Cela traduit en tout état de cause la très faible intégration du Kosovo dans la Fédération yougoslave. (...)

LE PCY ET LA "QUESTION NATIONALE"

"En rayant la question nationale de l'ordre du jour, le prolétariat obtient une situation nette faisant ressortir clairement les contradictions de classe et permettant d'entreprendre une lutte de classe pure." (Programme de fondation du PCY, 1919-1920)

La vie, en mettant la question nationale "à l'ordre du jour", a contraint à des rectifications décisives, sans lesquelles le Parti communiste yougoslave (PCY) n'aurait pu diriger et vaincre dans la lutte de libération nationale. Sans retracer tout l'historique des positions qu'il a prises, soulignons seulement que, si la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a revêtu d'abord un caractère tactique (visant à affaiblir la bourgeoisie serbe), elle s'est par la suite intégrée au programme des communistes yougoslaves, modelant les formes d'organisation données à la lutte de libération comme aux différentes composantes nationales du parti. On verra ce qu'il en adviendra dans la Constitution yougoslave...

Une distinction fut longtemps opérée entre les grands "peuples-nations" (historiques ?) susceptibles d'avoir leur Etat, et les "minorités nationales" existant dans ce cadre, auxquelles étaient reconnues l'"égalité en droits et en libertés" sans qu'il soit question pour elles de droit à l'autodétermination. Tel était le cas pour la minorité albanaise du Kosovo.

Mais en même temps, en 1941, Tito délégua des dirigeants yougoslaves pour créer le Parti communiste albanais (PCA) et organiser la résistance armée sur le même mode qu'en Yougoslavie : dès 1939, les Albanais s'étaient opposés à l'invasion fasciste italienne. Leur collaboration avec les communistes yougoslaves fut très étroite mais non sans conflits. Les partisans albanais venaient aider les Yougoslaves dans les combats menés sur leur territoire puis retournaient en Albanie où ils recevaient de l'aide en retour. Mais une aide non sans "paternalisme" et non sans tendance à la "vassalisation". Si Miladin Popovic, que Tito chargea de créer le PC albanais, fut très populaire (natif du Kosovo, il fut un des très rares dirigeants communistes non albanais à parler couramment l'albanais), on ne peut en dire autant des autres émissaires yougoslaves.

Les rapports avec le Kremlin, puis la rupture avec Staline ne pouvaient que diviser le PC albanais. Le soutien de Moscou fut accordé à Enver Hodja contre Kochi Dzdze qui était plus proche des Yougoslaves. La répression, de part et d'autre, après la rupture, fut d'autant plus féroce

Le calme ne règne toujours pas au Kosovo : les émeutes de mars et d'avril 1981 qui ont secoué cette "province autonome" limitrophe de l'Albanie, la plus pauvre des régions yougoslaves, composée majoritairement d'Albanais, ont eu déjà et auront d'importantes répercussions. Elles marqueront le prochain Congrès de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY) en 1982. Pour l'instant, l'interprétation officielle qui semble se dégager est celle d'une véritable tentative "contre-révolutionnaire", coordonnée de l'intérieur (on parle d'une organisation "Front rouge", pro-albanaise) et de l'extérieur (les émigrés et l'Albanie)... Des étudiants, des lycéens et des enseignants passibles de "nationalisme albanais" ont d'ores et déjà été expulsés de leur travail. Les rapports noués avec l'Albanie depuis 1968 — Tirana avait proclamé à cette occasion qu'elle serait aux côtés de la Yougoslavie dans le cas d'une agression étrangère, après l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie — sont plus que compromis par l'escalade d'une polémique très violente. L'Albanie soutient désormais ouvertement les émeutiers, ainsi que leur revendication d'un statut de république pour le Kosovo, tout en soulignant qu'il serait y compris légitime que le territoire du Kosovo soit rattaché à l'Albanie... Survenant dans le contexte d'une très grave crise économique (avec un taux d'inflation avoisinant les 40 o/o) qui affecte inévitablement en premier lieu cette région extrêmement pauvre, les événements du Kosovo condensent les plus graves problèmes que la politique titiste n'a pas su résoudre.

Yougoslavie, après les émeutes du Kosovo :

UNE QUESTION NATIONALE

que les combats communs avaient été nombreux et les liens étroits...

* De 1950 — début de l'autogestion —, jusqu'à l'introduction de la Réforme économique décentralisatrice de 1965, plusieurs traits marquent le système yougoslave sur le plan des questions nationales :

— Sous l'angle constitutionnel : la Fédération yougoslave est marquée par une hiérarchie entre les pouvoirs des organes fédéraux auxquels sont soumis ceux des diverses républiques. Le point-clé en est également la suppression de la Chambre des nationalités au niveau fédéral : c'est-à-dire que les organes de la Fédération et leur mode de décision ne donnent aucun droit direct à chaque république, et en particulier aucun droit de veto pour les questions qui les concernent.

A partir de 1963, les "minorités nationales" sont érigées en "nationalités". Concentrées pour 60 o/o d'entre elles dans les deux provinces autonomes de Serbie (la Voïvodine et le Kosovo), on leur reconnaît des droits culturels, mais non pas des droits politiques particuliers, hormis ceux qu'elles peuvent acquérir de fait au travers de l'autogestion (en particulier, au niveau communal, où certaines minorités nationales peuvent localement obtenir parfois une majorité de sièges). Mais les provinces autonomes sont totalement soumises à la République serbe dans laquelle elles s'intègrent.

— Sur le plan économique : cette période est globalement marquée par le maintien d'un Fonds central d'investissement géré par les organes fédéraux à côté duquel existe un Fonds d'aide aux régions sous-développées. Mais la décentralisation est croissante sur le plan de la détermination des revenus selon le marché et selon l'autogestion atomisée, entreprise par entreprise. Le Fonds d'aide doit être alimenté volontairement. Quel est le résultat ?

Des républiques et régions les moins développées, seule la Macédoine a quelque peu comblé, entre 1947 et 1964, l'écart qui la séparait des républiques plus développées (Croatie et Slovénie) : globalement, et surtout pour le Kosovo, l'écart s'est accru.

L'orientation pratique qui prédomine — sauf entre 1961 et 1962 — est en effet fortement influencée par le point de vue des républiques les plus riches qui refusent, à partir de 1957 surtout, de financer les régions les moins développées, en considérant que la rentabilité de tels investissements est inférieure, y compris pour le pays dans son ensemble, à l'apport d'un développement accéléré de leur propre économie régionale. Incontestablement, le conflit entre ce point de vue et celui des partisans d'un développement accéléré des régions retardataires se traduit déjà, et se sanctionnera lors de la Réforme de 1965, par la victoire des courants "libéraux", partisans des lois du marché : jusqu'en 1965, le Fonds fédéral d'aide aux régions sous-développées n'a pu démarrer... faute de ressources.

— Quant au Kosovo, il subira en outre jusqu'en 1966 (chute de Rankovitch) une politique d'écrasement culturel et policier de la population albanaise considérée avec mépris et méfiance. Sa situation socio-économique, son passé et sa langue distincts des Slaves en font aisément les "bougnoles" des Yougoslaves.

* A partir de la Réforme de 1965, le Fonds central d'investissement est démantelé. Ne subsiste qu'un Fonds d'aide aux régions les moins développées qui doit compenser les effets de la décentralisation extrême. Pour qu'il fonctionne enfin, on lui attribue des ressources prélevées automatiquement (égales à 1,85 o/o du produit social yougoslave); mais elles sont affectées sous forme de crédits (remboursables) et non pas d'aide sans contre-partie. Ce sont les gouvernements des républiques concernées, et le Comité provincial du Kosovo, qui doivent gérer ces fonds.

En outre, les droits culturels des minorités nationales sont renforcés après le plénum de Brioni (1966) qui voit la chute de Rankovitch. Quel en fut le résultat pour le Kosovo ?



Kosovo : la gare routière de Pristina.

UN "DÉVELOPPEMENT INÉGAL ET COMBINÉ" LOURD DE TENSIONS EXPLOSIVES

L'"albanisation" du Kosovo au niveau de ses institutions date donc de cette époque. La possibilité d'ouvrir des écoles, d'avoir une presse, des radios, des émissions de télévision, une université en langue albanaise, furent donc acquis récemment et connurent un développement prodigieux. Cela se fit non sans résistances et réactions apeurées de la population serbe locale : d'autant que le recensement fait en 1971 démontrait que, grâce à une croissance démographique parmi les plus élevées du monde (44 o/o par an), les Albanais du Kosovo étaient devenus la majorité de la population de la province.

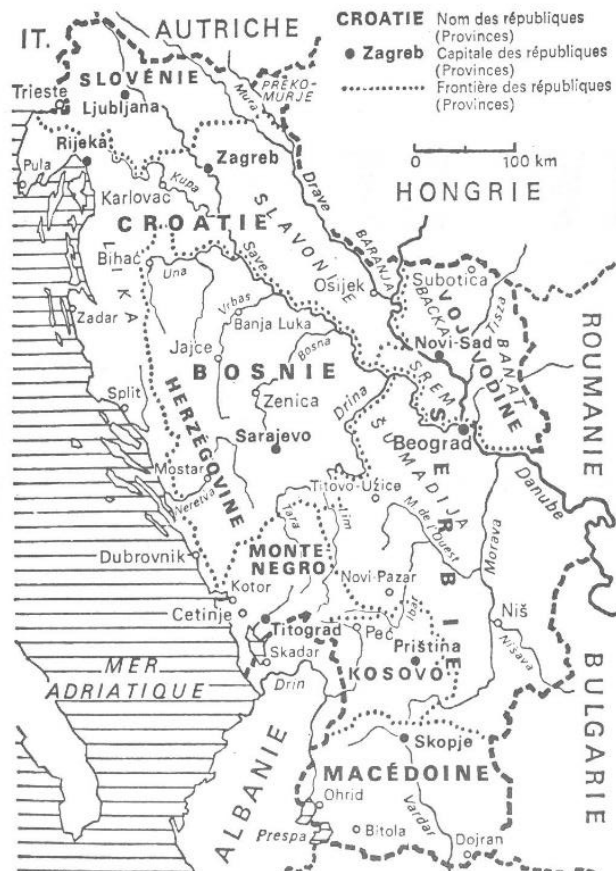
La politique préconisée par Tito après 1968 était celle d'un rapprochement avec l'Albanie. Le Kosovo devait être le médiateur d'un tel rapprochement économique et culturel qui a signifié une très grande latitude d'accords directs entre cette province et Tirana (enseignants venus d'Albanie, programmes de télévision et radio émis par Tirana, etc.).

La reconnaissance des droits nationaux dans un contexte où ils avaient été longtemps contenus, et où le Kosovo restait le parent très pauvre de la Fédération, provoqua une montée de masse des revendications "nationalistes" pour accélérer la réalisation de leurs droits : des émeutes étudiantes en 1968 furent reconnues comme "nobles" par l'Albanie, qui les a en même temps minimisées, dans le contexte du rapprochement avec le gouvernement yougoslave.

Le rôle des jeunes dans les manifestations de 1968 et de 1981 s'explique par l'extrême croissance démographique de cette population confrontée à de considérables problèmes sociaux et culturels : la totalité de la population universitaire de Pristina est équivalente à ce qu'était la



Paysans albanais du Kosovo.



LA REVENDICATION DE "RÉPUBLIQUE DU KOSOVO" ABOUTISSEMENT LOGIQUE DE LA NOUVELLE CONSTITUTION DE 1974

Il est sans doute vrai que, dans une logique séparatiste, la revendication pour le Kosovo de statut de république est une étape considérée par les autorités yougoslaves comme un "danger pour l'unité territoriale de la Yougoslavie".

Les arguments opposés par la direction yougoslave à cette revendication sont des moins convaincants, et toute la logique de la politique préconisée par Tito depuis 1968, et surtout après le tournant de 1971, est allée dans le sens de la satisfaction des revendications statutaires actuelles des Albanais de cette province : ce n'est donc pas par hasard si les autocritiques qui se formulent officiellement portent de plus en plus sur la politique préconisée par Tito lui-même. (...)

Les grandes modifications constitutionnelles ont notablement transformé l'essence de la Fédération yougoslave en renforçant les pouvoirs étatiques explicitement reconnus à chaque république et, pour la première fois, aux provinces autonomes : celles-ci sont quasiment sur pied d'égalité comme base constituant directement la Fédération et ses organes (représentation paritaire de chaque république et de chaque province; ces dernières disposant seulement d'un nombre inférieur de sièges, sauf pour la présidence collégiale où chaque république et province est représentée de façon strictement égalitaire) : cela n'est pas formel, car le mode de décision en vigueur est désormais le consensus plutôt que le vote majoritaire; avec en outre un droit de veto des républiques et provinces sur les questions les concernant. En pratique, grâce à ces nouveaux droits, le Kosovo a pu établir des relations économiques et culturelles directes avec l'Albanie ces dernières années : c'est précisément sur ce point-clé que les dirigeants yougoslaves semblent aujourd'hui critiquer la politique titiste.

Dans le même sens décentralisateur, la nouvelle Constitution a considérablement limité l'aspect hiérarchique de la Fédération : en cas de conflit entre les lois votées par les républiques ou provinces, ce sont désormais ces dernières qui sont appliquées en attendant que le Conseil constitutionnel tranche le conflit.

Sur le plan de l'armée, les exigences de la "défense populaire" contre les risques d'intervention "étrangère" ont conduit les dirigeants titistes à organiser, à côté des unités centralisées, une défense de type territorial : chaque république et chaque province y ont leur place avec leur commandement propre.

Autrement dit, la province autonome du Kosovo a déjà acquis beaucoup de droits qui la rapprochent des républiques. En outre, on voit effectivement mal ce qui la distinguerait de celles-ci : plus homogène dans sa composition ethnique que la plupart d'entre elles, elle est devenue une entité parce que largement rejetée au rang de parent pauvre par les autres; elle dispose d'un ciment culturel et historique au moins aussi puissant que les régions qui sont des républiques. Et l'on comprend, au vu de l'expérience, que la population de la province ait l'espoir d'une meilleure prise en compte de ses besoins si elle devient plus indépendante de la Serbie, qui jusqu'alors n'a pas su la sortir de son sous-développement.

Est-ce que cette modification de statut donnerait davantage au Kosovo un droit légal de sécession ? La Constitution yougoslave ne fait que constater que les actuelles républiques se sont librement réunies, sur la base de la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, allant jusqu'à la sécession. Mais est-ce plus qu'un constat du passé ? La formulation est suffisamment ambiguë pour qu'on ne puisse y lire un droit actuel, même pour les républiques. Il est précisément indiqué, par ailleurs (ce qui confirme l'interprétation selon laquelle le droit de sécession n'est en fait pas reconnu à chaque république ou nationalité), que toute modification territoriale de la Fédération doit recevoir l'agrément de l'ensemble de ses composantes... Et, en pratique, lorsque des revendications séparatistes ont pu apparaître dans le passé (dans la République

croate), elles ont été réprimées sans qu'une quelconque procédure de consultation de la population croate n'ait été envisagée. Autrement dit, même sous l'angle du "risque" de sécession, la modification du statut du Kosovo ne changerait pas grand-chose : ce "risque" est plutôt porté par les raisons socio-culturelles qui ont poussé à l'émeute que par un quelconque statut. Ce qui est certain, par contre, et c'est ce qui fait peur aux dirigeants yougoslaves, c'est que la revendication de "République" exprime une poussée "nationaliste" réelle, dans le sens d'une volonté d'affirmation et de défense de leurs droits par les Albanais : les autorités fédérales ont peur, en cédant sur une telle revendication, de jouer à l'apprenti-sorcier. (...)

Les émeutes du Kosovo montrent, en tous les cas, qu'il ne suffit pas de reconnaître des droits culturels, voire une très grande autonomie politique, aux diverses nationalités dans le cadre des républiques ou provinces yougoslaves pour "résoudre" les questions nationales. Tant que des inégalités économiques et sociales profondes subsistent entre les différentes populations, alors elles revêtent très rapidement les formes des conflits nationaux, d'autant plus que le passé pèse encore lourdement dans les consciences.

Depuis le tournant décentralisateur de 1965 sur le plan économique et de 1971-1974 sur le plan des institutions fédérales, la direction titiste a — en fait — satisfait la plupart des revendications des républiques les plus développées, y compris celles concernant les devises que le mouvement croate avait exprimées. Sur le plan idéologique officiel, la "nation" a été reconnue comme un "phénomène social" qui n'est "pas seulement une réalité historique temporaire", mais une "grande conquête et un progrès social du socialisme", selon les termes de Kardelj. On a poussé les populations à affirmer leur nationalité spécifique, leur langue et leur culture, contre toute tendance à l'assimilation "yougoslave".

Et, bien que cela soit nié officiellement, la Fédération est davantage devenue de fait une Confédération d'Etats de plus en plus autonomes, y compris sur le plan économique : chaque république développe davantage d'échanges commerciaux avec l'étranger qu'avec les républiques voisines, chacune veut "sa" raffinerie, "sa" compagnie aérienne, "son" réseau ferroviaire... La consommation nationale ne suffirait même pas à rentabiliser toutes ces installations en double emploi, et l'on relève des différences techniques si grandes entre les systèmes énergétiques, qu'un excédent en Serbie par exemple, pourrait être plus facilement exporté vers la Bulgarie que vers la Croatie...

La gauche marxiste qui s'exprimait dans la revue *Praxis* estime généralement que cette valorisation des aspirations nationales a été un dérivatif pour éviter de résoudre les questions sociales et celles, décisives, de la démocratie ouvrière au niveau de toute la Fédération.

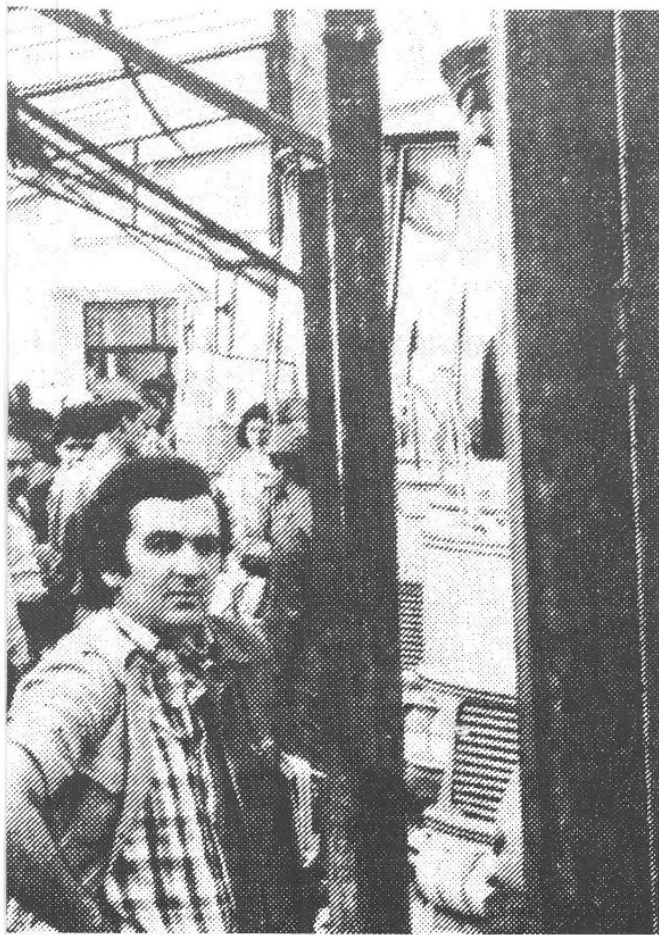
Pourtant, les questions nationales posées au régime yougoslave sont de vrais problèmes que l'on ne peut juger de la tour d'ivoire d'une "lutte de classe pure". La solution n'en est pas évidente : ni les frontières des Etats composant la Yougoslavie, ni celles du pays tout entier, ni la forme politique d'alliance entre ces unités, ne "coulent de source".

S'il est certain que l'alliance des peuples slaves du Sud a eu et conserve une portée progressiste incontestable face aux manœuvres des "grandes puissances"; s'il est également certain que leur union économique, que l'intégration économique de toute cette région dans une seule et même planification, pourrait seule résoudre les problèmes d'arriération de certaines républiques et provinces, cela serait également vrai d'une "Fédération" ou "Confédération" qui intégrerait l'Albanie et qui se transformerait demain en une Fédération d'Etats socialistes des Balkans... réunissant enfin des nationalités que d'absurdes frontières historiques ont séparées dans des Etats différents.

Mais l'expérience prouve que ce qui serait "objectivement nécessaire" sur le plan économique (une planification intégrée sur la plus vaste région possible) est voué à d'insolubles contradictions s'il est imposé par la force d'une administration d'Etat qui se dresse au-dessus des intéressés. Sans parler des gaspillages notoires d'une gestion bureaucratique, dont l'hypertrophie du développement de l'administration du Kosovo n'est que l'ultime preuve. A l'opposé, le libre jeu du marché impose lui aussi une logique sociale qui ne fait qu'exacerber les tensions en aiguisant les inégalités. Le régime yougoslave a combiné ces deux écueils. Il en récolte les fruits. La troisième voie, préconisée après 1971-1974, en accordant à l'autogestion des droits élargis dans la détermination des décisions d'investissements, devait permettre l'intégration de l'autogestion au niveau fédéral. Elle se heurte à un obstacle infranchissable : l'absence de démocratie ouvrière effective, liée au système de parti unique et à la répression de toutes les oppositions, internes et externes à ce parti. La reconnaissance du "fait national" pourrait être un acquis du régime yougoslave, si, en même temps, tous les moyens avaient été donnés pour que les différentes nationalités yougoslaves définissent en commun, au travers du plus large débat et contrôle démocratique des ressources communes, la politique de développement la meilleure. Quand les "sacrifices" demandés aux nationalités les plus riches servent à alimenter les bureaucraties locales ou les banques serbes, alors on conçoit que l'égoïsme régional se développe. Quand, en sens inverse, la population du Kosovo ne voit des fonds fédéraux que ce qui sert à une politique de prestige des potentats locaux, alors elle ne croit plus en la solidarité de la Fédération. Si la seule leçon qu'en tirent les dirigeants yougoslaves est... qu'il aurait fallu réprimer davantage la propagande et les enseignants venus de Tirana, alors on peut craindre que le Kosovo ne se transforme demain en poudrière. En attendant, il a sans doute le triste privilège de servir à la fois de dérivatif par rapport aux impasses tant du régime yougoslave que de celui de l'Albanie.

Catherine VERLA
Paris, mai-juin 1981

LE EXPLOSIVE



population de cette capitale au lendemain de la dernière guerre. Aujourd'hui, un habitant sur trois au Kosovo va à l'école ou à l'université (la plus forte moyenne de Yougoslavie), et l'université de Pristina est la troisième, en dimension, de tout le pays. Mais elle fut construite pour accueillir le tiers des effectifs actuels : les étudiants dorment à deux dans chaque lit.

En outre, au sortir de l'université, les chances d'emploi sont bien moindres qu'en moyenne en Yougoslavie où le chômage est déjà fort : la langue, mais aussi une formation moins bonne qu'ailleurs, rendent difficile l'embauche dans les autres régions. Or, quelle fut la politique de développement économique de la région ?

La gestion, par les autorités locales, de la part du Fonds d'investissements qui leur revenait, a été aberrante et bureaucratique : sous-développé, le Kosovo est en même temps la région dont l'industrie est à 80 o/o automatisée, c'est-à-dire certes la plus moderne, mais la moins créatrice d'emplois ! En outre, une part disproportionnée du Fonds a été allouée aux dépenses d'administration et de prestige (dernier en date : un coûteux Palais de la radio et de la télévision; les autorités yougoslaves commencent à dire qu'il aurait mieux valu dépenser moins sur la forme mais être plus efficace sur le fond : la propagande anti-albanaise...).

Le taux de croissance de la bureaucratie locale depuis 1968 a été plus fort que celui de l'économie. Résultat : dans la population active, une personne sur quatre travaille dans l'administration et l'"infrastructure" au Kosovo, contre une personne sur sept en Slovaquie, la république la plus industrialisée.

Enfin, face au niveau de vie déplorable de la population, les privilèges de cette bureaucratie pléthorique sont particulièrement mal acceptés : d'où l'impact d'un développement plus égalitaire du voisin albanais.

TOXICOMANIE ET CAPITALISME

"Une nécessité physique et morale fait qu'une très grande partie des travailleurs doit nécessairement succomber à l'alcoolisme."
(Friedrich ENGELS, 1845)

Il y a eu en 1978 environ 1 000 personnes qui ont succombé à des cirrhoses éthyliques du foie et à des accidents de la circulation survenus sous l'effet de l'alcool; 1 700 personnes tabagiques sont décédées d'un cancer du poumon, et 84 héroïnomanes d'"overdose" (contre 13 en 1974 et 102 en 1979). Les toxicomanies tuent. Mais exiger plus de répression comme le fait le Parti Communiste Français (PCF), en distinguant de bonnes et de mauvaises toxicomanies, ne peut que semer plus de confusion dans les rangs du mouvement ouvrier sur la façon dont il est possible d'en atténuer les effets délétères sur la santé de millions de travailleurs.

Une plaie du capitalisme

Les toxicomanies — ou autrement dit la dépendance physique ou psychique par rapport à certaines substances plus ou moins toxiques stimulantes, calmantes ou modifiant la perception — sont une plaie du capitalisme. Elles trouvent dans le capitalisme un terrain particulièrement favorable à leur développement et c'est à ce titre qu'Engels fut l'un des premiers à en analyser les origines.

Dans le tableau qu'il dresse de la situation de la classe laborieuse en Angleterre, en 1845, il estime qu'il y a trois raisons structurellement liées au capitalisme, qui permettent d'expliquer la propagation effrayante de l'alcoolisme, en particulier au sein du prolétariat irlandais, le plus sauvagement exploité :

1) Le capitalisme est le premier mode de production qui sépare complètement le producteur des moyens de production. Il provoque ainsi "la destruction de toute sécurité du gagne-pain pour la classe ouvrière", par conséquent, il est générateur d'une angoisse permanente que l'alcool, en modifiant la perception douloureuse de la réalité, permet de soulager;

2) Le capitalisme sauvage ne laisse au travailleur que le temps de souffrir. "Et comme il faut bien que ce pauvre diable ait au moins un plaisir, et que la société l'exclut de tous les autres, il s'en va au cabaret boire de l'eau-de-vie. L'eau-de-vie est pour l'Irlandais, la seule chose qui donne son sens à la vie". La boisson est ainsi pour le capitalisme une soupape de sécurité : le travailleur y dépense contre un maigre plaisir une bonne partie de son salaire, et se retrouve ainsi perpétuellement contraint de vendre régulièrement sa force de travail;

3) La naissance du prolétariat et sa concentration dans les grandes villes industrielles marque la fin des anciennes formes de solidarité sociale. Les prolétaires sont dressés les uns contre les autres et cette concurrence entre travailleurs est "l'arme la plus acérée de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat". L'isolement dans les villes est très grand et la consommation d'alcool au cabaret y devient une nouvelle forme de sociabilité, face à laquelle seules la création de la famille ouvrière et l'apparition des organisations de la classe ouvrière parviendront à faire un contre-poids.

Les débits d'alcool étaient souvent illégaux, repaires de voleurs, escrocs, prostituées, "les victimes les plus dépravées du régime bourgeois", dit Engels. En soumettant les producteurs et débiteurs d'alcool à un régime d'autorisation, et en réprimant les cas d'ivresse et de désordre public dus à l'alcool, la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle voit dans toute l'Europe l'institutionnalisation du bistrot, mais cette fois-ci dans le cadre d'un déploiement de mesures visant à réduire l'explosivité des masses ouvrières : création de toutes pièces de la famille ouvrière, du logement ouvrier, des équipements sociaux.

Telles furent les réponses bourgeoises aux luttes du mouvement ouvrier. Elles représentèrent incontestablement une amélioration de ses conditions d'existence dans

les métropoles, mais les toxicomanies survécurent, parce que leurs racines sont profondes : elles participent à la reproduction des conditions nécessaires à l'exploitation de la classe ouvrière¹⁾.

L'alcoolisme fut le principal fléau du XIX^{ème} siècle.

La consommation croissante depuis la deuxième guerre mondiale de calmants, tranquillisants, anxiolytiques, antidépresseurs, est une forme de toxicomanie inavouée, adaptée à l'augmentation de l'intensité du travail, à la permanence du bruit, aux cités-dortoirs inhumaines.

La substitution de pharmacomanies à l'alcoolisme se comprend d'autant mieux maintenant que l'on sait que l'alcool, les barbituriques et les benzodiazépines anxiolytiques (valium, librium) partagent les mêmes mécanismes d'action sur l'organisme.

En fin de compte, la toxicomanie est l'une des formes que prend la condition aliénée du travailleur dans la société bourgeoise : elle naît de l'absence de tout contrôle du producteur sur le produit de son tra-

vail, et par conséquent sur la gestion d'ensemble de la société. Celle-ci lui étant hostile, il cherche à se protéger, ou à se défendre au moyen de "drogues".

L'Etat et la politique de la "drogue"

Les drogues n'ont pas toutes le même statut aux yeux des différents secteurs de la bourgeoisie. Certaines toxicomanies sont stimulées par des secteurs du capital, parce qu'elles désarment la classe ouvrière et représentent un marché économique intéressant. Les mêmes drogues peuvent être combattues par d'autres parce qu'elles portent atteinte à la santé des travailleurs, diminuent à la longue leur capacité productive et ont un coût social élevé. La somme de ces intérêts contradictoires finit par dicter la politique de l'Etat et le statut légal des différentes drogues.

L'alcool et le tabac font l'objet de dissensions : leur consommation est incitée par la publicité des producteurs, mais déconseillée par l'Etat. Les médicaments font en revanche l'objet d'un large consensus : ils sont à la fois une source de profits pour les trusts et les entrepreneurs, et une source d'économie pour les finances publiques dans la mesure où ils évitent des hospitalisations coûteuses (particulièrement en psychiatrie). Le caractère illégal de certaines drogues enfin, et par conséquent de la criminalisation de leur consommation, fait également l'objet d'une espèce de consensus entre ceux qui en font le commerce (car le marché noir est une source de fabuleux profits) et l'Etat bourgeois qui y trouve le moyen de dépolitiser la répression qu'il déclenche contre les couches de la population qui les consomment spécifiquement. C'est le cas de l'héroïne depuis les années 60. La destruction du mouvement nationaliste noir aux USA fut facilitée par le fait que Harlem était devenue la plus grande concentration mondiale d'héroïnomanes — et donc, pour l'Etat, de criminels en puissance —, avec ses corollaires : la délation, la méfiance et les règlements de comptes.

Puis la diffusion en Europe de l'héroïne au sein de la jeunesse a été un moyen non négligeable de réduire au conformisme ou de pousser à la délinquance des jeunes dont

la révolte contre l'ordre bourgeois était avant tout politique²⁾.

Le succès de l'utilisation répressive de certaines toxicomanies est bien entendu un phénomène secondaire qui se greffe sur les erreurs politiques et les trahisons des directions ouvrières. Elle n'a qu'une incidence marginale sur la lutte des classes. Mais la criminalisation de la consommation de certaines drogues permet chaque fois un renforcement de l'appareil policier bourgeois, tout en accentuant les souffrances de ceux qui en sont victimes.

L'attitude du mouvement ouvrier

Le PCF se trompe lourdement s'il croit que c'est l'inflation des moyens actuellement mis en œuvre — c'est-à-dire la répression et la prise en charge dans des institutions spécialisées — qui permettra de mettre un terme au phénomène de la "drogue". Cela provoquera éventuellement un déplacement des toxicomanies illégales vers celles qui sont légales. Mais surtout c'est offrir une occasion inespérée à la bourgeoisie de renforcer son appareil répressif. Ce seul élément devrait soulever la plus grande méfiance de tout militant communiste. La solution est en fait aux antipodes de cette attitude.

La répression policière touche essentiellement les petits trafiquants-consommateurs, et on ne peut s'attendre à autre chose de la part de l'Etat bourgeois. Elle est donc inefficace et il faut la combattre, en lui opposant la mise sur pied de conditions permettant la prise en charge sociale des problèmes sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes. Trois types de mesures permettent d'aller dans cette direction.

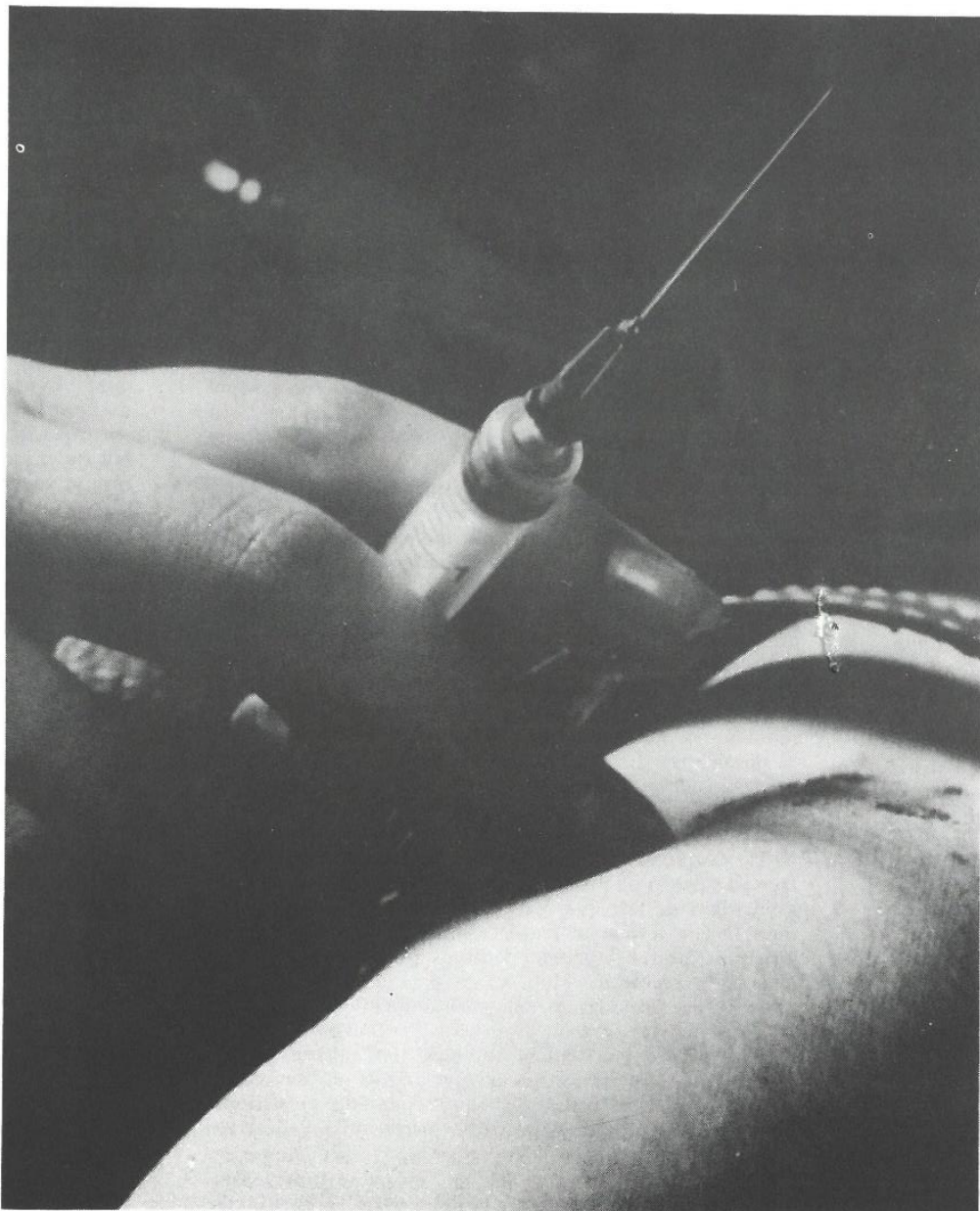
D'abord la décriminalisation de la consommation de toutes les drogues : les toxicomanes sont des victimes de l'ordre bourgeois !

Ensuite, la suppression des conditions d'existence du marché noir, et donc du trafic, par la suppression du statut fait à certaines drogues : toutes les substances doivent être mises en vente au même titre que les autres médicaments ou toxiques provoquant une accoutumance. Le chanvre (haschisch, marijuana) — qui est rarement consommé de façon toxicomaniaque, mais essentiellement récréative, et dont le tribunal de Bâle-Campagne a estimé en janvier 1980 qu'il ne mettait pas la santé en danger — doit être mis en vente libre comme le tabac et l'alcool. Les opiacés (opium, héroïne) vendus en pharmacie. Leur obtention doit être facilitée, leur qualité testée, les dosages standardisés et les prix abaissés aux prix de production.

Enfin, et c'est là le plus important, la prise en charge doit être du même type que celle que nous proposons pour toutes les questions touchant à la santé : elle doit être le fait de centres de quartiers polyvalents du point de vue sanitaire, desservant une population restreinte, gérés par les usagers, leurs syndicats et organisations, et les professionnels qui y travaillent. Ils assurent une information adéquate aux besoins du quartier à but préventif, et une prise en charge médicale et sociale en cas de crise.

L'expérience seule permettra de dire si ces mesures aboutiront à une réduction du nombre de toxicomanes. Elles ont en revanche l'immense avantage d'aller dans le sens de la seule solution possible à ces plaies du capitalisme : une société démocratiquement gérée par les travailleurs, où l'usage toxicomaniaque de substances — quelles qu'elles soient — sera ressenti non plus comme un refuge mais comme une intolérable limitation à l'épanouissement physique, psychique et artistique de chaque individu.

Fred Denfert



1) Lorsque les statistiques disent qu'il y a 130 000 alcooliques chroniques en Suisse et 6 000 héroïnomanes, elles ne parlent que des "cas sociaux" : ceux que leur toxicomanie marginalise. Le nombre de ceux qui s'intoxiquent suffisamment pour nuire à leur santé, mais insuffisamment pour être exclus (ou s'exclure !) de la production est évidemment beaucoup plus élevé.

2) La consommation récréative de n'importe quelle substance ne peut être considérée comme une toxicomanie, ni même comme un premier pas vers la dépendance dans la grande majorité des cas.

Lancé comme un best-seller, "Sex-Bizz", de Roger Gaillard (éd. Grournauer) n'en est pas moins un bon livre. Discours d'un marginal sur la prostitution, Sex-Bizz c'est aussi et surtout une enquête minutieuse sur le commerce du sexe à Genève. Enfin, Roger Gaillard a choisi de donner la parole aux prostitué(e)s chaque fois qu'il le peut; cela ne fait qu'ajouter à l'authenticité de son reportage...

Pourtant, ce document saisissant n'évite pas certains écueils, en particulier lorsqu'il propose une analyse des causes de la prostitution et qu'il discute de sa disparition possible. Nous allons y revenir.

Sex-Bizz ou la prostitution à Genève

Genève, paradis de la prostitution ?

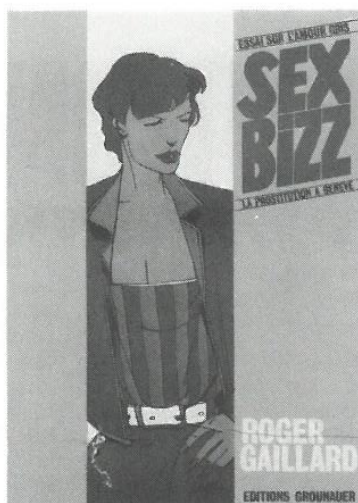
Si l'on en croit R. Gaillard, le sexe — celui des femmes, du moins — est "en vente libre" à Genève. 300 prostituées officielles, recensées par la police, exercent ce métier au grand jour. Le racolage et la publicité, interdits par la loi, sont largement tolérés. A cela, il faut ajouter des possibilités de gains importants et rapides.

Apparemment — et cette idée est partagée par de nombreux travailleurs — les prostituées ont la vie facile à Genève. Cependant, R. Gaillard ne tombe pas dans ce piège. D'abord, si l'Etat joue un rôle discret, le quadrillage policier et le harcèlement du fisc n'ont pas disparu pour autant. Ensuite, le caractère "relativement confortable" de la prostitution locale permet de mieux cerner l'aliénation des rapports humains dont elle témoigne, sans que les flics et les macs n'occupent le devant de la scène.

La cité de Calvin et ses prostitué(e)s

L'abc de la légalité prostitutionnelle repose sur les principes suivants : se déclarer à la police, vivre seule ou avec un homme qui puisse justifier de ses revenus, enfin, payer de lourds impôts. Par ailleurs, rapelons que la prostitution homosexuelle est interdite.

La déclaration et le fichage sont des procédures humiliantes. De plus, elles placent les clandestines dans une situation irrégulière, à la merci de la police. Les conséquences de cet enregistrement sont particulièrement pénibles pour les femmes qui désirent abandonner la prostitution. La police leur refuse le Certificat de bonnes vie et mœurs durant une période de 5 ans, ce qui leur barre l'accès à de nombreuses professions.



La répression du proxénétisme sur dénonciation d'une prostituée est une chose légitime. Cependant, le fait de poursuivre automatiquement toute personne qui vit avec une prostituée sans pouvoir justifier de revenus fixes peut porter atteinte à la vie affective de celle-ci sans pour autant débusquer un authentique souteneur.

Pour ce qui est du fisc, il agit comme un révélateur de l'attitude hypocrite des autorités. R. Gaillard estime à environ 3 millions par an, la ponction de l'Etat sur les revenus des prostituées.

Un travail aliéné comme un autre ?

En considérant que tout travailleur "se prostitue" à son employeur, puisqu'il lui vend sa force de travail, Roger Gaillard en vient à banaliser la prostitution, qui ne serait en somme que la vente d'une force de travail particulière.

Notons tout d'abord que si ce raisonnement est faux sur le fond, il n'en contient pas moins un noyau

de vérité. Historiquement, les artisans du XIX^{ème} siècle regardaient semble-t-il avec autant de mépris les travailleuses des manufactures que celles qui se prostituaient. A leurs yeux, de même que la prostitution, le salariat "supprimait la dignité de l'individu, devenu simple valeur d'échange".

Ceci dit, la prostitution se présente en réalité comme une "issue individuelle", en rupture avec le salariat (la plupart des prostituées sont issues de milieux modestes). "Ce choix" est bien sûr déterminé par des réalités objectives, la discrimination des femmes sur le plan de la formation professionnelle et des salaires en particulier. Cependant, l'absence de patron, d'horaire fixe, la possibilité d'une accumulation rapide donnent le sentiment d'échapper à la condition ouvrière. La collaboration quasi obligatoire avec la police, ainsi que les liens plus ou moins ténus avec "le milieu" contribuent également à couper les prostituées de la masse des travailleurs. Comme le résumait de manière saisissante une ancienne militante révolutionnaire, aujourd'hui prostituée, interviewée l'an dernier par Tout Va Bien, "l'argument de me dire que j'ai passé de l'autre côté, ça me touche beaucoup plus que tous les arguments moralistes".

Il y a encore un point qui fait de la prostitution un métier pas tout à fait comme les autres, c'est la solitude à laquelle elle conduit. Cet isolement social et affectif est terriblement destructeur.

La prostitution, un mal nécessaire ?

Roger Gaillard temine son livre par quelques propos désabusés, sur un ton très conventionnel. La prostitution serait un mal nécessaire lié à l'inadéquation — biologiquement déterminée — entre la demande sexuelle masculine et celle des femmes.

Les révolutionnaires ne peuvent se satisfaire d'une explication aussi superficielle. La prostitution peut et doit disparaître comme tous rapports sociaux aliénés. Il est évident que cet objectif suppose le renversement du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme. Cependant, en tant qu'aspect spécifique de l'oppression des femmes, la prostitution ne disparaîtra pas sans un combat conscient de longue haleine qui devra se poursuivre après le renversement de l'Etat bourgeois.

Dès aujourd'hui, le mouvement ouvrier doit poser les premiers jalons de cette lutte :

- * En exigeant l'arrêt de toute tracasserie policière contre l'ensemble des prostitué(e)s, en particulier suppression de la "déclaration" et du fichage, abolition du Certificat de bonnes vie et mœurs.

- * En encourageant la reconversion professionnelle des prostituées par des remises fiscales, une prise en charge publique des mesures de formation professionnelle nécessaires et la lutte pour un salaire minimum et contre les discriminations dont les femmes sont victimes.

- * En combattant la répression sexuelle et le puritanisme, ces pendants naturels d'une société qui encourage la prostitution.

- * En revendiquant la socialisation des tâches domestiques et de l'éducation des enfants afin de permettre le dépassement de la famille basée sur le travail gratuit des femmes et de s'orienter vers des rapports affectifs et sexuels librement choisis.

D. Dickens



TROTSKY, MAÏAKOVSKY: CENSURÉS !

Après avoir été présentée à Paris, l'exposition Paris-Moscou se trouve actuellement à Moscou. D'un grand intérêt puisqu'elle retrace à la fois la naissance de l'art moderne au début de ce siècle (cubisme, futurisme, expressionnisme, art abstrait, etc.) dans son contexte de crise généralisée des rapports sociaux capitalistes et la façon dont la révolution russe fécondera cet art moderne, lui donnant de nouvelles orientations.

Impossible de traiter cette période sans parler de Trotsky, qui a contribué à éclaircir les rapports entre l'art moderne, produit par des artistes bourgeois en opposition avec leur classe, et l'art auquel donnera naissance une société socialiste, qui abolira progressivement la division du travail entre la production manuelle et intellectuelle. Impossible aussi de ne pas parler du poète Maïakovsky, qui avec d'autres partisans de "l'art de gauche" en URSS, les constructivistes, voulait mettre l'art au service de la "reconstruction du mode de vie".

C'est pourtant ce qu'a fait le ministère soviétique de la Culture, qui a censuré la mention de Trotsky et de Maïakovsky du catalogue ! Qu'en pense le Parti du Travail ? En 1971, Jean Vincent disait que la dictature du prolétariat était une "idée pour stalinien attardé" : la censure et la falsification historique semblent bien, en revanche, rester les armes des staliniens éclairés !

F. D.

Maïakovsky...



et Trotsky : leur simple mention effraie encore Moscou.



LA REVOLUTION OU LA MORT !

Ce reportage a été réalisé par deux membres du PSO, qui ont séjourné il y a deux mois au Salvador. La zone libérée de Guazapa qu'ils ont visitée est politiquement et militairement importante. Elle appartient au front central "Modesto Ramirez" du FMLN, le Front Farabundo Martí de libération nationale. Située à 30 km à peine de la capitale San Salvador, cette zone est une épine dans le pied de l'armée salvadorienne pour deux raisons : premièrement, elle se trouve à une proximité stratégique de la capitale, et deuxièmement l'armée, malgré des offensives répétées, célébrées dans les mass media, et malgré la surface réduite de la zone (100 km²) n'a pas réussi à la "nettoyer".

Déjà le voyage de San Salvador à Suchitoto laisse l'impression que cette région n'est pas aussi "calme" que ne le laissent entendre l'armée et les mass media. La route principale est endommagée à de nombreux endroits ; à côté des trous l'on retrouve souvent le sigle peint en blanc sur l'asphalte du BPR (Bloque Popular Revolucionario). Le volcan de Guazapa, dans le département de Cuscatlan, s'élève devant nous avec ses traits caractéristiques : ses pentes boisées et cultivées font partie de l'une des huit zones libérées du Salvador.

A l'entrée de Suchitoto nous rencontrâmes environ 50 à 100 soldats de l'armée, casqués et armés, mais visiblement inquiets et nerveux. La découverte d'une rangée de maisons vides dans le village nous fit comprendre que nous nous trouvions dans une sorte de no man's land.

Faits prisonniers

Il y avait pourtant encore quelque chose dans le village ; nous le comprîmes rapidement à nos dépens quand trois soldats tirèrent sur notre véhicule pour l'arrêter. Nos cartes de presse ne les impressionnèrent nullement et ils nous déclarèrent sans autre prisonniers de l'armée, nous lièrent les mains au dos tout en nous intimant, avec le canon de leurs fusils, l'ordre de les suivre.

A notre grand étonnement, le long chemin vers le poste de commandement ne menait pas vers le village précédent mais vers les montagnes. Arrivés dans la clairière d'un bois, nous vîmes apparaître des "civils". Notre dernière heure paraissait être arrivée, car nous connaissions fort bien les meurtres de journalistes perpétrés par l'armée salvadorienne et les groupes d'extrême-droite ORDEN.

Lentement nous eûmes le sentiment, toutefois, que quelque chose ne cadrait pas. Puis nous avons compris : nous étions aux mains de la guérilla.

Les résistants croyaient que nous étions des conseillers américains, car ils avaient déjà auparavant arrêté deux agents américains. Après vérification de notre identité, les résistants nous accueillirent librement et chaleureusement.

On aurait vraiment pu penser que nos "guides" appartenaient à l'armée. Tant leurs uniformes que leurs sacs de munitions, leurs grenades et leurs fusils (FAL belges et G-3 allemands) avaient été pris sur l'adversaire. Un seul coup d'œil aux combattants en "civil", armés de pistolets de toutes sortes, permettait de réaliser les mensonges que la presse a répandus à propos de la prétendue livraison de tonnes d'armes soviétiques les plus modernes.

Les arbres de mango et quelques chevaux paisibles auraient pu nous faire oublier le lieu dans lequel nous nous trouvions. Des rafales d'armes dans les alentours nous ramenèrent rapidement aux réalités de la guerre dans laquelle nous étions plongés. Toutefois nos "guides" ne se départirent pas de leur calme : chaque jour apportait son lot de petits accrochages.

Les buts du combat sont clairs

Dans les premières discussions avec ces camarades, notre "guide" prit des notes, son fusil coince entre les jambes. Soudain, il s'adressa à son voisin en lui demandant de continuer et se tourna vers nous presque en s'excusant : "Vous savez, je ne sais pas très bien écrire. Fils de paysan, je ne commence que maintenant à apprendre, dans la guérilla".

Ce détail nous montra une fois de plus la source de l'incroyable moral des combattants : tandis que les soldats de l'armée, en partie recrutés de force, sont maintenus dans l'ignorance, subissent une discipline écrasante et doivent défendre un système de terreur, les résistants savent qu'ils combattent pour leur alphabétisation, pour un système de médecine sociale, pour une exploitation collective de la terre. En résumé, ils savent qu'ils combattent pour ce qu'ils sont déjà en train de construire. Le contenu social de la formule "La révolution ou la mort" devint ainsi très concret pour nous.

Une nouvelle marche de deux heures nous amena à un gros village paysan.

Le Salvador libre

Nous nous attendions à trouver un camp de guérilla bien caché. Or, voici que devant nous, à notre grand étonnement, s'élève une maison paysanne avec autour des enfants qui jouent, des femmes faisant la lessive, bref une vie normale. Construite avec de la terre glaise et recouverte d'un toit de chaume, la demeure était en même temps une "comedor", une cantine de guérilla. Des haricots cuisaient dans une marmite sur le feu, tandis que des femmes s'affairaient à la préparation de "tortillas".

Nous leur avons demandé si elles ne rencontraient pas de problèmes d'approvisionnement. Une des commandantes de la guérilla, qui guidait notre visite, répondit : "Oui, oui : nous plantons des haricots et du maïs mais la nourriture manque".

Devant notre refus de manger, elle protesta : "Voyez, camarades, nous sommes à court ici. Mais ce que nous avons est partagé à égalité entre tous — maintenant mangez !".

Le profond sentiment de solidarité et l'attention qui nous entouraient nous rappelèrent le Nicaragua, où la victoire toutefois est déjà là. Plus aucune trace du climat de tension et de terreur que nous avions éprouvé à San Salvador, Gotera ou dans d'autres villes encore.

Cependant cette détente — la nôtre tout au moins — fut brusquement interrompue par l'approche du bruit caractéristique d'un hélicoptère. Personne pourtant ne se laissa troubler par le bruit. La commandante nous expliqua : "Ne vous en faites pas, ils ne font que voler aujourd'hui et ne vont pas tirer. Bien que l'ennemi sache parfaitement bien que nous nous trouvons ici, il ne nous attaquera pas tant qu'il ne sera pas accompagné par des centaines de soldats, avec un appui aérien et de l'artillerie". Nous n'étions pas aussi tranquilles que nos nouveaux amis !

L'unité et l'organisation

Lors du repas, nous avons demandé à un guérillero si seuls des membres de la FARN se trouvaient dans cet endroit. La FARN était l'organisation de guérilla à laquelle appartenaient nos guides. "Non, toutes les organisations révolutionnaires sont représentées ici. Le commandement militaire et politique est assumé par le FMLN. Nous avons également des discussions communes." Deux ou trois autres soulignèrent gravement que "nous ne pourrions vaincre qu'ensemble et unis".

La commandante nous expliqua que l'existence des zones libérées avait permis de clouer l'armée salvadorienne sur place, de l'immobiliser. Le principal problème résidait dans la préparation de l'insurrection à San Salvador. Afin de pouvoir la lancer, il fallait intensifier le travail

politique clandestin dans les quartiers des villes, dans les syndicats et les organisations de masse. Cela exigeait la participation des femmes, non seulement dans toutes les organisations de masse mais également dans la guérilla, ou les femmes représentent environ trente pour cent des combattants.

A la fin de l'après-midi deux guérilleros nous firent visiter le village. Ils insistèrent sur les dégâts terribles causés par l'armée. A trois reprises, celle-ci tenta de reprendre le village. L'offensive la plus importante eut lieu du 8 au 10 mars avec la participation de 2 000 soldats et l'appui de l'artillerie et des forces aériennes. La plus grande partie de la population put se retirer du village sous la protection de la guérilla, avant l'arrivée des soldats. Une famille n'y arriva pas et l'on retrouva dans une maison une trentaine de femmes et d'enfants baignant dans leur sang, victimes d'une terrible vengeance. L'offensive échoua, faute de pouvoir riposter efficacement au harcèlement continu de la guérilla. Pour couvrir leur retraite, et pour se venger de leur échec, les soldats brûlèrent tout sur leur passage — mais, champs de haricots, maisons, poulaillers, etc. Les autres offensives, moins amples, eurent lieu le 21 mars et le 17 avril, sans grand succès non plus. Reste une image des vestiges de ces attaques : une maison en argile, qui devait appartenir à une famille paysanne, effondrée sur un grand lit avec, à son coin supérieur, une poupée désarticulée.

La nuit nous vit revenir au village. Le lendemain matin à quatre heures, il fait encore nuit ; deux guérilleros nous réveillent et nous emmènent au travers de la forêt encore noire. Une heure et demie plus tard, ils s'arrêtent : "Encore 50 mètres et vous serez sur la route principale. Nous devons maintenant vous quitter". Nous avons laissé derrière nous cette zone libérée pour rejoindre la capitale, puis rentrer en Europe. En souhaitant que le jour de la libération du Salvador soit proche.

HL/WW